

**Séance du Conseil général du 30 mai 2005
à 20 heures à la salle polyvalente de la Fondation Gentit**

Président : M. Jean-Maurice Jobin, Président du Conseil général
Secrétaire : M. Claude Gagnebin, Secrétaire communal
Prise du procès-verbal : Mme Marlyse Jobin, employée communale

1. Appel

Conformément à l'art.18 du règlement du Conseil général, le Président souhaite la bienvenue aux Conseillers, salue les représentants de la presse, le nombreux public et différents intervenants qui seront présentés ultérieurement. Monsieur Jean-Maurice Jobin procède à l'appel nominatif des Conseillers généraux. Les membres du Conseil général sont tous présents à la séance de ce soir qui est donc déclarée ouverte et valable.

Les membres du Conseil communal sont également tous présents.

La présente séance a été convoquée :

- Par publication dans le Journal Officiel de la République et Canton du Jura no 16 du 27 avril 2005 et, pour le complément, dans le no 18 du 18 mai 2005
- Par convocation à domicile
- Par affichage public

Après consultation et acceptation du bureau du Conseil général, un point 11 a été adjoint à l'ordre du jour.

L'ordre du jour est le suivant :

1. Appel
2. Procès-verbal de la séance du Conseil général du 4 avril 2005
3. Communications
4. Questions orales
5. Statuer sur la demande de naturalisation ordinaire déposée par Mme Brélivet Annie et fixer la finance d'admission
6. a) Discuter et approuver la vente d'une parcelle de terrain d'environ 3'000 m² (surface à déterminer par le géomètre d'arrondissement), à déduire du feuillet no 951, à M. Laurent Bernaschina et autres copropriétaires pour le prix de Fr. 100'000.00
b) Donner au Conseil communal la compétence de ratifier l'acte juridique relatif à cette vente immobilière
7. a) Discuter et approuver un crédit de Fr. 639'000.00 destiné à la construction d'une crèche-garderie, sous condition de sa reconnaissance d'utilité publique par le Gouvernement jurassien, ainsi que son financement
b) Donner au Conseil communal la compétence de convertir le crédit de construction en emprunt ferme
8. Discuter et approuver la modification des articles 50, 51 et 54 du règlement concernant les eaux usées de la Commune des Bois

9. a) Discuter et approuver un crédit de Fr. 627'000.00 destiné à la construction d'une STEP et d'un réseau de canalisations communales au « Cerneux-Godat » ainsi que son financement
b) Donner au Conseil communal, la compétence de convertir le crédit d'investissement en emprunt ferme
10. a) Discuter et approuver un crédit de Fr. 315'000.00 destiné à l'aménagement et à la réfection d'une conduite d'alimentation en eau potable pour le hameau du « Cerneux-Godat », sous réserve de l'acceptation du crédit relatif à l'aménagement d'une STEP au « Cerneux-Godat » ainsi que son financement
b) Donner au Conseil communal la compétence de convertir le crédit d'investissement en emprunt ferme
11. Discuter et approuver un crédit de Fr. 50'000.00 destiné à la réalisation de levés complémentaires sur cordes et l'établissement d'un projet de protection contre les chutes de pierres du hameau de Biaufond ainsi que son financement

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin ouvre la discussion concernant l'ordre du jour.

Monsieur Yann Chappatte demande une modification concernant le point 6 de l'ordre du jour. En effet, Monsieur Chappatte souhaite que ce point soit présenté de la manière suivante :

6 a) Présentation et discussion avec le promoteur

6 b) Discuter et approuver la vente d'une parcelle de terrain d'environ 3'000 m² (surface à déterminer par le géomètre d'arrondissement), à déduire du feuillet no 951, à M. Laurent Bernaschina et autres copropriétaires pour le prix de Fr. 100'000.00

6 c) Donner au Conseil communal la compétence de ratifier l'acte juridique relatif à cette vente immobilière.

Le Président, Monsieur Jean-Maurice Jobin, estime que la remarque précitée peut être prise en considération.

Au vote, la modification précitée est acceptée à une majorité évidente.

2. Procès-verbal de la séance du Conseil général du 4 avril 2005

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, ouvre la discussion concernant le procès-verbal précité. Aucun membre ne souhaitant s'exprimer, le point deux de l'ordre du jour est considéré comme accepté tacitement.

3. Communications

a) Communication du bureau du Conseil général

Monsieur Jean-Maurice Jobin signale qu'il a reçu une résolution. Selon l'article 33 du règlement du Conseil général, les résolutions sont des déclarations politiques de portée générale, sans effet obligatoire, sur un problème d'actualité. Elles sont remises signées par leur auteur, en début de séance, au Président qui les communique au Conseil général et qui les met en circulation pour signature auprès des Conseillers généraux. Si la résolution est signée par 8 membres présents, elle sera, en fin de séance, développée par son auteur et soumise au vote.

Monsieur Jobin communique la résolution déposée par Monsieur Sébastien Jeanbourquin.

« La Commune des Bois a servi de Commune pilote pour les zones de hameau durant l'étude pour la révision de son plan d'aménagement local.

Lors de la présentation de cette étude par le Conseil communal à la population de la Commune des Bois, celle-ci a exprimé son vif mécontentement.

En effet, les possibilités d'aménagement offertes par la zone hameau, selon l'étude qui a été présentée, sont très limitées.

Nous sommes parfaitement conscients qu'il est important de préserver notre patrimoine, ainsi que notre environnement mais, si par des contraintes trop importantes, ce patrimoine devait être abandonné, il ne bénéficierait de plus aucune protection.

Les buts des zones hameau sont de maintenir une population résidant à l'année dans l'espace rural, ainsi que de favoriser le maintien et l'amélioration des services à la population de ces zones. Pour atteindre ces objectifs, il faut assurer à cette population un minimum de liberté, afin d'aménager son habitat.

Le Conseil général de la Commune des Bois demande au Parlement jurassien de bien vouloir tenir compte des arguments cités dans cette résolution, lorsqu'il étudiera et adoptera le nouveau plan directeur cantonal, afin de répondre au mieux aux enjeux cités dans le document du 30 novembre 2004 présentant les zones hameau. »

Monsieur Jean-Maurice Jobin fait circuler la résolution précitée, ainsi que la feuille de signatures y relative.

b) Communications du Conseil communal

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, signale que la vente de quatre parcelles de terrain a été ratifiée devant le notaire.

Un crédit de Fr. 8'500.00 a été accepté par le Conseil communal pour l'achat d'un véhicule automobile 4X4 pour les employés communaux.

Le Conseil communal a accepté l'invitation faite par la Commune de Féchy pour la Fête du raisin qui aura lieu le 24 septembre prochain. La Commune des Bois sera invitée d'honneur. Les organisateurs de cette fête viendront prochainement aux Bois pour offrir le verre de l'amitié et faire connaissance avec les Gremòds. A ce propos, tous les artisans et les personnes souhaitant se présenter pour faire connaître leurs produits à Féchy sont priées de prendre contact avec Madame Rose-Marie Jobin.

Comme chacun a pu le constater, les heures de dépôt pour les branches et le gazon sont très draconiennes. Malheureusement, après d'innombrables années de liberté dans ce domaine, durant lesquelles la population déposait n'importe quoi, à n'importe quelle heure dans les containers et, étant donné que les remarques de la Commune, les interpellations pour une meilleure gestion des déchets verts n'ont jamais été écoutées, Monsieur Daniel Kurz a renoncé à prendre en charge ces déchets dans de telles conditions. La Commune a donc trouvé une entreprise de Glovelier qui prendra dorénavant en charge nos déchets verts. Ces produits doivent être propres et exempts de plastic, métal, fils électriques, etc. La pollution qu'engendrera le transport sera certainement moindre par rapport à tous les sacs en plastic qui polluent le terrain de Monsieur Kurz. Afin de ne pas trop charger les ouvriers communaux en heures supplémentaires et jusqu'à ce que la population soit disciplinée, que les contrôles ne soient plus nécessaires, aucune prolongation des heures d'ouverture n'est envisagée.

En ce qui concerne la STEP du Boéchet, étant donné qu'après la séance d'information relative aux STEP du Boéchet et du Cerneux-Godat, un mécontentement des habitants du Boéchet dû à l'emplacement de la STEP s'est fait ressentir, la Commune a demandé un complément d'étude au bureau d'ingénieurs. Malheureusement, ces renseignements ne sont pas parvenus à la Commune à temps pour que ce projet puisse figurer à l'ordre du jour de la séance de ce soir.

4. Questions orales

1) Monsieur Jean-Pierre Bouille

A l'époque où la maison de Monsieur Bouille était la dernière du quartier du Jourez, la route avait été refaite avec une zone « ralentisseur » faite de pavés ouverts dans lesquels devait normalement pousser du gazon. Le gazon n'a jamais été semé et, de ce fait, cette zone de circulation est bruyante. Ce problème ne dérange pas personnellement Monsieur Bouille, mais en ce qui concerne les personnes qui viendront s'établir en face, cette situation n'est pas très élégante. Monsieur Bouille demande si le Conseil communal peut envisager, lors d'une réfection des routes, de supprimer cette zone de pavés ouverts.

Monsieur Jean-Marc Boichat précise que, effectivement, cette zone est bruyante. La Commune a la possibilité de mettre de la terre ou du sable dans ces pavés ouverts. En ce qui concerne la suppression de cette zone, Monsieur Boichat étudiera cette éventualité.

Monsieur Bouille est extrêmement satisfait et espère que cela ne restera pas qu'une étude.

2) Monsieur Francis Sauser

Monsieur Sauser signale que Monsieur le Maire vient de répondre à sa question relative aux déchets verts. Il ne donne donc pas suite à sa question.

3) Monsieur Stéphane Monnet

Comme cela a été dit dans les communications du Conseil communal, un achat de véhicule a été fait. Au budget 2005, Monsieur Monnet n'a rien aperçu concernant cette dépense. Il souhaite donc qu'on lui communique où ce montant figure dans le budget et quel est le prix d'achat de ce véhicule.

Monsieur Daniel Kurz précise que, comme indiqué précédemment, le prix de ce véhicule est de Fr. 8'500.00. De plus, nous n'en avons pas encore la certitude, mais une subvention de 50% sera probablement versée par l'AIJ. Ce crédit a été pris sur le crédit libre du Conseil communal qui est de Fr. 20'000.00 par année.

Monsieur Monnet est satisfait.

4) Monsieur Jean-Pierre Bouille

Monsieur Bouille a été interpellé par un semblant d'affiche pamphlétaire qui a une étroite relation avec la votation communale du 5 juin prochain et dans laquelle, dans le premier tiers, figure la photocopie d'une lettre que les référendaires ont adressée à la Commune. Monsieur Bouille souhaite savoir comment les adversaires des référendaires ont pu se procurer aussi facilement les dossiers adressés à la Commune.

Le Conseil communal ne peut malheureusement pas répondre à cette question.

Monsieur Bouille ne peut pas accepter le fait qu'on ne réponde pas à sa question.

Monsieur Daniel Kurz précise que le Conseil communal est incapable de répondre à cette question.

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, ne peut malheureusement pas donner d'information relative à ce problème.

Monsieur Bouille n'est absolument pas satisfait.

5. Statuer sur la demande de naturalisation ordinaire déposée par Mme Brélivet Annie et fixer la finance d'admission

Monsieur Daniel Kurz signale que, malgré le fait que Madame Brélivet séjourne dans notre Commune depuis moins de deux ans, le Conseil communal propose, néanmoins, d'accepter l'entrée en matière.

La parole n'étant pas demandée, le débat d'entrée en matière est donc considéré comme accepté tacitement.

Monsieur Daniel Kurz précise que Madame Brélivet a été entendue par le Service cantonal de l'Etat civil qui a été favorable à l'octroi du droit de cité et à la naturalisation. Au niveau communal, Madame Annie Brélivet jouit d'une bonne réputation et aucune condamnation n'a été édictée à son encontre. Madame Brélivet est domiciliée aux Prailats, est infirmière aux urgences de l'Hôpital de La Chaux-de-Fonds et se plaît énormément en Suisse. Elle a adopté la Commune des Bois, car elle a trouvé la paix au hameau des Prailats. Pour ces raisons, le Conseil communal est favorable à cette demande de naturalisation. La finance d'admission est fixée à Fr. 150.00, comme à l'accoutumée. Cette somme représente les frais administratifs.

La parole n'étant pas demandée, la discussion est close.

Au vote, la demande de naturalisation de Madame Brélivet, ainsi que la finance de Fr. 150.00 sont acceptées à l'unanimité.

6. a) Présentation et discussion avec le promoteur du projet lié à la vente d'une parcelle de terrain d'environ 3'000 m² à déduire du feuillet no 951

b) Discuter et approuver la vente d'une parcelle de terrain d'environ 3'000 m² (surface à déterminer par le géomètre d'arrondissement), à déduire du feuillet no 951, à M. Laurent Bernaschina et autres copropriétaires pour le prix de Fr. 100'000.00

c) Donner au Conseil communal la compétence de ratifier l'acte juridique relatif à cette vente immobilière

a) Présentation et discussion avec le promoteur du projet lié à la vente d'une parcelle de terrain d'environ 3'000 m² à déduire du feuillet no 951

Pour l'entrée en matière, Madame Marianne Guillaume rappelle que, en 2004, Monsieur Bernaschina s'est intéressé à ce terrain pour y construire deux petits immeubles locatifs. Le prix qui a été discuté et négocié avec lui serait de Fr. 100'000.00 pour une surface d'environ 3'000 m². Le Conseil communal propose d'accepter l'entrée en matière relative à cette vente.

Aucun commentaire n'étant fait, l'entrée en matière est considérée comme acceptée.

Pour le débat de fond, Madame Guillaume donne la parole à Monsieur Masini, architecte de Monsieur Bernaschina. Monsieur Masini rappelle que ce projet est en négociation depuis plusieurs années. En effet, la société Progressia s'était déjà approchée de Monsieur Masini il y a trois ou quatre ans pour étudier la faisabilité de la construction de deux ou trois immeubles locatifs. Ce dossier n'a pas vu le jour. Monsieur Masini a eu la chance de rencontrer Monsieur Bernaschina et lui a soumis ce dossier. Après une visite sur place, le projet a été modifié et il en a résulté une proposition de deux immeubles locatifs de deux niveaux qui a été mise à l'enquête. Chaque immeuble compte quatre appartements de 3½ et 5½ pièces avec une partie en sous-sol pour les garages et techniques. Les Conseillers généraux ont reçu des plans de situation et peuvent donc voir la disposition de ces immeubles dont la construction est traditionnelle en maçonnerie avec toiture à deux pans et couverture en tuiles.

Monsieur Marcel Barthoulot désire connaître le prix de vente de ces appartements.

Monsieur Masini signale que les appartements de 5½ pièces sont vendus pour le prix de Fr. 447'000.00 et les 3½ Fr. 295'000.00. Il s'agit d'appartements en PPE.

Monsieur Yann Chappatte souhaite savoir dans quelle zone est situé ce terrain. Il désire également connaître les clauses liées à cette vente (délai de construction, clauses de retour à la Commune en cas de non réalisation, obligation de construire deux immeubles, etc.)

Madame Marianne Guillaume précise que ce terrain est situé en zone mixte. Madame Guillaume donnera les détails des clauses liées à cette vente ultérieurement.

Monsieur Daniel Hubleur souhaite avoir des précisions quant à l'engagement que le futur propriétaire prend dans cette transaction. En effet, il est fait mention d'autres copropriétaires et Monsieur Hubleur désire donc savoir si la Commune vend ce terrain à plusieurs personnes. De plus, il y a deux immeubles. Dans la mesure où Monsieur Bernaschina doit commencer une construction avant le 31 décembre 2006, Monsieur Hubleur souhaite savoir si l'intention de Monsieur Bernaschina est de construire d'abord un immeuble ou les deux simultanément. Monsieur Hubleur désire également savoir si la location de ces appartements est exclue.

Monsieur Bernaschina tient à préciser qu'il n'est pas un grand promoteur. Il n'a donc pas les moyens de construire ces immeubles s'il n'a pas vendu deux appartements. Si, d'ici le printemps prochain, aucune personne ne s'intéresse à ce projet, Monsieur Bernaschina renoncera, même si le permis court jusqu'à la fin de l'année 2006. En effet, une prospection a déjà eu lieu durant plus d'une année sans avoir de client intéressé. Monsieur Bernaschina signale qu'il achètera lui-même le terrain et que ce prix est compris dans le prix des appartements. Monsieur Bernaschina ne sait pas comment cela se passera du point de vue des actes notariés. S'il ne construit qu'un immeuble, il essaiera de revendre le terrain restant ou étudiera la possibilité de construire des villas jumelées. Monsieur Bernaschina pensait que les appartements en PPE étaient plus attractifs au niveau de la Commune des Bois ; ce phénomène n'est pas forcément entré dans les mœurs. Quant à la location, Monsieur Bernaschina estime qu'elle serait trop chère pour la région. En effet, ces immeubles ne peuvent compter que deux étages et quatre appartements chacun. Il faudrait au moins faire six appartements par immeubles pour que la location soit réalisable. Les loyers atteindraient Fr. 1'600.00 à Fr. 1'700.00 pour les 5½ pièces, ce qui est exagéré pour la région.

b) Discuter et approuver la vente d'une parcelle de terrain d'environ 3'000 m² (surface à déterminer par le géomètre d'arrondissement), à déduire du feuillet no 951, à M. Laurent Bernaschina et autres copropriétaires pour le prix de Fr. 100'000.00

Madame Marianne Guillaume rappelle que cette parcelle no 951 d'une superficie de 3'700 m² appartient à la Commune. Monsieur Bernaschina désire acquérir une surface de 3'000 m², sans la partie supérieure, pour la somme de Fr. 100'000.00, soit environ Fr. 33.00 le mètre carré. Monsieur Bernaschina a obtenu le permis à fin décembre 2004. Dès que le Conseil général aura approuvé cette vente, il va intensifier sa promotion afin de trouver des acheteurs pour ces futurs appartements. Si, d'ici janvier 2007, le projet n'a pas abouti, le terrain restera propriété de la Commune. La valeur officielle de ce terrain est de Fr. 136'000.00. Si cette vente a lieu, un bénéfice de Fr. 95'000.00 sera réalisé par la Commune.

Personne ne souhaitant s'exprimer, l'entrée en matière est considérée comme acceptée.

Monsieur Jean-Pierre Bouille comprend les arguments de Monsieur Bernaschina qui souhaite d'abord construire un seul immeuble. Toutefois, vis-à-vis de la politique que la Commune a envers la vente des terrains, Monsieur Bouille estime qu'il n'est pas possible de fonctionner de la sorte. Nous ne pouvons pas vendre un terrain de 3'000 m² à un prix extrêmement favorable sans

garantie. Monsieur Bouille est défavorable par rapport à cette situation. Il est clair que si nous vendions ce terrain en deux fois, cela engendrerait des frais supplémentaires. Toutefois, le fait de viabiliser un terrain coûte entre Fr. 35.00 et Fr. 40.00 le mètre carré. Même si ce terrain l'a été depuis quelques temps, même si on parle d'un bénéfice, Monsieur Bouille estime qu'on ne peut pas vendre 3'000 m² de terrain sans garantie. Monsieur Bouille souhaite qu'on vende tout d'abord le terrain pour un immeuble et répéter l'opération en cas de nécessité pour le second immeuble.

Monsieur Marcel Barthoulot estime que, avec un prix de vente de Fr. 33.00/m², une différence est faite par rapport aux personnes ayant acheté du terrain dans les autres zones. Par exemple, dans la zone de l'Orée, le prix du mètre carré est estimé entre Fr. 50.00 et Fr. 60.00. Dans le cas présent, on vend du terrain à Fr. 33.00/m². Monsieur Barthoulot estime donc que la Commune fait une sélection. Il demande au Conseil communal pourquoi nous devons vendre du terrain à Fr. 33.00 alors que, si un jeune veut développer son activité, on lui vend entre Fr. 50.00 et Fr. 60.00.

Monsieur Gabriel Bilat rappelle que ce terrain est à disposition de tout le monde depuis quinze ou vingt ans. Si quelqu'un désirait construire, il aurait pu le faire. Ce terrain est prévu pour un habitat groupé ou du locatif. Monsieur Bilat estime que, si un promoteur s'intéresse une fois à ce terrain, il ne faut pas hésiter à le vendre. En cas de non construction, la Commune peut toujours émettre une réserve pour une partie qui pourrait être rétrocédée à la Commune.

Monsieur Robert Claude prend la parole au nom de la Commission financière. Il rappelle que, lors du dernier Conseil général du 4 avril, le Conseil général a accepté différentes propositions pour l'année 2005. Le prix du terrain à bâtir à « Rière le Village » se monte à Fr. 70.00/m². Les nouveaux habitants qui souhaitent s'installer dans notre Commune ne recherchent pas des appartements en PPE, mais plutôt du terrain à bâtir ou des appartements à louer. La Commission financière, dans sa majorité, propose de refuser la vente de ce terrain au prix de Fr. 33.00/m² et de le mettre à Fr. 70.00/m².

Monsieur Jean-Pierre Bouille signale que les membres du PLR ont discuté de la vente de ce terrain. Un membre de la Commission financière a soumis la proposition précitée et, après un vote, les membres du parti PLR acceptent la proposition de vendre ce terrain au même prix que pour les autres parcelles du village, soit environ Fr. 65.00/m². De plus, la Commune essaie actuellement d'acquérir le terrain de Feu Armin Jeanbourquin pour éventuellement faire un nouveau développement. La vente du terrain de ce soir au prix de Fr. 33.00/m² pourrait créer un précédent lors des futures ventes. De plus, ces Fr. 100'000.00 seront largement redistribués aux acquéreurs par le biais des subventions que la Commune reversera. Nous n'aurons donc pas un bénéfice de Fr. 96'000.00, mais plutôt une perte de Fr. 25'000.00 ou Fr. 30'000.00. Les membres du PLR sont donc favorables au développement du projet, mais au prix fixé par la Commission financière.

Monsieur Yann Chappatte rappelle qu'il avait posé une question restée sans réponse concernant les clauses liées à la vente de ce terrain, par exemple une éventuelle rétrocession du terrain en cas de non construction dans un délai défini, le droit de revendre ce terrain à un tiers ou non, etc.

Monsieur Daniel Kurz signale qu'aucun verrou spécifique n'a été mis. Comme Monsieur Bernaschina l'a dit, s'il n'a rien d'ici début 2007, il abandonnera ce projet. Lors de chaque vente de terrain, un droit de réméré de deux ans est inscrit, ce qui signifie qu'en cas de non construction dans ce délai, le terrain nous revient automatiquement.

Monsieur Bernaschina signale qu'il est d'accord de morceler cette acquisition. Quant aux subventions, Monsieur Bernaschina demande s'il n'est pas possible de mentionner que les futurs propriétaires de ces appartements n'obtiendront pas de subventions. Cela permettrait d'augmenter artificiellement le prix du terrain.

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, précise que pour les immeubles locatifs, c'est le Conseil général qui décide des subventions allouées.

Monsieur Francis Sauser signale que Monsieur Kurz fait mention d'un immeuble locatif, alors que, dans le cas présent, il s'agit d'un immeuble en PPE. Monsieur Sauser estime donc que c'est le Conseil communal qui allouera les subventions appartement par appartement.

Monsieur Daniel Kurz précise que la Commune vend le terrain à un promoteur et non pas à différentes personnes.

Monsieur Francis Sauser signale que le promoteur sera acquéreur du terrain et que les immeubles seront vendus à des propriétaires différents. En l'occurrence, la Commune devra subventionner ces logements à leurs propriétaires et non pas au promoteur.

Monsieur Jean-Pierre Bouille estime que, du point de vue notarial, nous pourrions soustraire ces deux immeubles de toute subvention en mettant une clause particulière. Toutefois, Monsieur Bouille pense qu'il faudrait demander un avis de droit à ce niveau-là afin qu'aucune plainte ne puisse être déposée ultérieurement.

Monsieur Claude Gagnebin précise qu'à l'article 6 du règlement concernant la subvention de logements, il est mentionné que « pour l'octroi et la fixation de subventions dans les immeubles de plus de 4 logements, les décisions sont prises par le Conseil général sur proposition du Conseil communal. S'ils comportent au moins 4 logements, les habitats groupés et les propriétés par étage sont aussi concernés par cette disposition ». Cela signifie que le Conseil général prendra la décision relative au cas présent. De plus, seules les pièces habitables seront subventionnées et il ne sera pas tenu compte du nombre d'enfants. Les subventions représenteront donc au total au maximum Fr. 52'000.00.

Monsieur Yann Chappatte ne peut pas accepter cet objet tel qu'il est présenté. En effet, plusieurs éléments dérangent Monsieur Chappatte. Tout d'abord, il souhaite que le terme de « autres copropriétaires » soit supprimé. De plus, pour accepter cette vente, Monsieur Chappatte souhaite qu'une série de clauses soit ajoutée, notamment l'interdiction de revente du terrain. En effet, si un seul immeuble était construit, le promoteur pourrait revendre le terrain restant en effectuant un juteux bénéfice. Dans le cadre de la vente, Monsieur Chappatte souhaite que le morcellement en deux parcelles soit exigé. Ainsi, nous pourrions récupérer la seconde parcelle. Il désire également que l'on soit extrêmement restrictif et limitatif dans la construction et la subvention de logements. Monsieur Chappatte souhaite donc que cela soit déjà stipulé dans les conditions de vente, afin d'éviter tout problème ultérieur.

Monsieur Marcel Barthoulot rappelle que nous vendons le terrain Fr. 100'000.00. Si les locataires demandent des subventions, on leur allouera environ Fr. 55'000.00. On nous dit qu'un bénéfice de Fr. 95'000.00 sera réalisé, cela est incorrect. Si nous vendions ce terrain à Fr. 70.00/m², nous éviterions de rajouter des clauses relatives aux subventions.

Monsieur Jean-Pierre Bouille souhaite s'exprimer quant au vote de l'objet 6 b de l'ordre du jour. En effet, il regrette que le système du Conseil général veuille que l'on dise oui ou non. Or, Monsieur Bouille estime qu'il serait plus confortable de procéder d'une manière moins rigide. Il invite Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, à réfléchir à la question.

Monsieur Jean-Maurice Jobin rappelle qu'il est toujours possible de rajouter des amendements. Dans le cas présent, nous en avons déjà quatre. Cette possibilité permet d'être plus souple quant à la décision prise.

Les quatre propositions de modifications et amendements sont les suivants :

- augmentation du prix de vente à environ Fr. 70.00/m²
- suppression de la notion de copropriété

- morcellement de la parcelle
- interdiction de revente

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, propose une petite suspension de séance.

A la reprise des débats, Monsieur Jobin signale que le bureau du Conseil général a décidé de passer le chapitre de la façon suivante :

- mise en opposition des deux prix proposés, soit Fr. 33.00 et Fr. 70.00
- proposition de suppression du terme copropriété
- proposition de division de la parcelle en deux terrains de 1'500 m²
- ajout d'un éventuel droit de réméré

Monsieur Jean-Pierre Bouille estime qu'il manque le refus pur et simple de la vente du terrain.

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, souligne qu'une votation finale aura lieu avec un texte modifié.

Madame Marianne Guillaume signale que le Conseil communal estime le prix de Fr. 70.00/m² surfait quant au nombre de personnes qui habiteront ces immeubles par rapport à une villa.

Monsieur Gabriel Bilat souhaite attirer l'attention sur le fait que, si la revente est interdite, cela pourrait poser un problème à Monsieur Bernaschina. En effet, lors de la vente de ces appartements, une partie du terrain sera vendue à chaque nouveau propriétaire.

Monsieur Jean-Pierre Bouille précise que les appartements ne seront pas vendus si l'immeuble n'est pas construit complètement. Cela ne pose donc aucun problème.

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, signale que le droit de réméré n'entre en vigueur que si la construction n'est pas réalisée.

Monsieur Bernaschina souhaite rappeler que le permis de construire qu'il possède a été approuvé par la Commune. Il précise que le prix de Fr. 33.00/m² est effectivement bon marché. Toutefois, il avait été préalablement prévu de donner ce terrain à la Société Progressia. Monsieur Bernaschina n'a pas souhaité qu'on lui donne cette parcelle. Monsieur Bernaschina signale qu'il ne peut pas acheter ce terrain au prix de Fr. 70.00/m², mais propose de payer la somme de Fr. 162'000.00 pour compenser les subventions.

Avant de passer au vote et selon l'article 34, alinéa 4, Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, demande aux représentants légaux, statutaires ou contractuels de ce dossier de se retirer, soit Messieurs Masini et Bernaschina.

Monsieur Jean-Maurice Jobin signale qu'aucune proposition à Fr. 54.00/m² n'a été faite, par conséquent, il ne peut pas la soumettre au vote.

Monsieur Jean-Pierre Bouille regrette qu'à chaque fois ce problème refasse surface.

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, demande s'il n'est pas possible de tenir compte de la proposition faite par Monsieur Bernaschina. En effet, il a avancé le prix de Fr. 162'000.00 qui représente Fr. 54.00/m².

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, propose de rajouter le prix de Fr. 54.00/m² uniquement si les Conseillers généraux l'acceptent à la majorité absolue.

Au vote, 17 Conseillers généraux acceptent d'ajouter le prix de Fr. 54.00/m², avec 3 avis contraires et une abstention.

Prix du terrain

Au vote, les prix de Fr. 54.00 et Fr. 70.00 sont mis en opposition. Le prix de Fr. 54.00 est accepté par 13 Conseillers généraux, tandis que le prix de Fr. 70.00 l'est par un Conseiller.

Lors d'un deuxième vote, les prix de Fr. 54.00 et Fr. 33.00 sont mis en opposition. 15 Conseillers généraux acceptent le prix de Fr. 54.00 et 4 Conseillers votent pour le prix de Fr. 33.00. Le prix de vente du terrain est donc fixé à Fr. 54.00/m².

Suppression de la notion de copropriétaires

Au vote, 15 Conseillers généraux acceptent de supprimer la notion de copropriétaires.

Division de la parcelle en 2 x 1'500 m²

Au vote, la majorité des Conseillers généraux acceptent la division de la parcelle, sans avis contraire.

Introduction d'un droit de réméré

Au vote, la majorité des Conseillers généraux acceptent l'introduction d'un droit de réméré, avec un avis contraire.

Pour la votation finale, le texte suivant est soumis au vote :

« Acceptez-vous la vente d'une parcelle de terrain d'environ 3'000 m², divisée en deux fois 1'500 m², à déduire du feuillet no 951, à Monsieur Laurent Bernaschina pour le prix de Fr. 162'000.00 avec un droit de réméré à la fin du délai de construction ? ».

Au vote, la vente précitée est acceptée par 20 voix, sans avis contraire.

Messieurs Bernaschina et Masini rejoignent le Conseil général et sont informés des résultats des votes.

c) Donner au Conseil communal la compétence de ratifier l'acte juridique relatif à cette vente immobilière

Aucun complément n'est ajouté au point 6 c.

Monsieur Jean-Pierre Bouille souhaite être informé de l'absence de servitude sur cette parcelle.

Madame Marianne Guillaume signale qu'il n'y a pas de servitude sur ce terrain. Une opposition relative au permis de construire a été faite. Celle-ci a été levée et le permis délivré.

Le Président, Monsieur, Jean-Maurice Jobin, clôt la discussion.

Au vote, le point 6 c est accepté à une majorité évidente.

7. a) Discuter et approuver un crédit de Fr. 639'000.00 destiné à la construction d'une crèche-garderie, sous condition de sa reconnaissance d'utilité publique par le Gouvernement jurassien, ainsi que son financement

b) Donner au Conseil communal la compétence de convertir le crédit de construction en emprunt ferme

Madame Sabine Cattin rappelle que, début 2003, le Conseil communal décidait de créer un groupe de travail chargé d'étudier la faisabilité d'une structure d'accueil aux Bois. Il donnait ainsi suite à une question orale posée lors d'un Conseil général, laquelle avait suscité un vif intérêt général. Au terme d'une enquête menée courant mars auprès de la population locale uniquement et après de nombreux contacts, lectures et entretiens avec les milieux concernés, encouragés aussi par les nouvelles bases légales fédérales et cantonales en matière d'aide financière, le groupe de

travail était convaincu du bien-fondé de l'implantation d'une structure d'accueil au village, mais malheureusement, il butait dans sa recherche de locaux existants. Au printemps 2004, le Conseil communal autorisait alors l'étude d'un projet de construction destiné à l'accueil de la petite enfance et à la fin de cette même année, il se prononçait en faveur du projet retenu par la majorité des membres du groupe de travail. Finalement, le projet affiné tel que présenté ce soir était accepté à l'unanimité par le nouveau Conseil communal au début de cette année. Madame Sabine Cattin recommande l'acceptation de l'entrée en matière.

Monsieur Jean-Pierre Bouille regrette le fait de n'avoir jamais vu le projet et que le dossier n'ait jamais été présenté au Conseil général. Ce Conseil général est constitué en grande partie de nouveaux Conseillers et il leur est demandé ce soir de se prononcer pour une dépense de Fr. 639'000.00 pour un dossier dont ils n'ont aucune connaissance. D'autre part, Monsieur Bouille croit savoir qu'une étude a également été faite par la Commune des Breuleux. Ce projet n'ayant pas encore été réalisé pour des raisons de permis et de marché public, Monsieur Bouille estime inélégant de profiter des problèmes rencontrés par nos voisins, même si cela ne le dérange pas outre mesure. D'autre part, comme il l'a été montré dans le pamphlet mentionné en début de séance, il est dit que dans le projet de la halle, les référendaires sont en dehors du sujet. Monsieur Bouille n'en est pas si sûr. Il faudrait tout d'abord savoir si nous allons réaliser une halle ou deux halles. Même si le peuple se prononce en faveur de l'étude pour la halle de gymnastique, on pourrait éventuellement y intégrer une crèche. Monsieur Bouille propose donc que ce point soit reporté et que ce projet de crèche soit présenté aux Conseillers généraux. Monsieur Bouille s'oppose donc à l'entrée en matière.

Madame Sabine Cattin n'est pas d'accord que l'on dise n'importe quoi à ce sujet. Elle rappelle que le groupe crèche s'est mis à disposition de tous les partis pour présenter ce projet. Tous les partis ont reçu les membres de ce groupe, sauf le parti libéral. D'autre part, l'idée d'intégrer la crèche dans la halle de gymnastique a été étudiée au début. Lorsque le groupe crèche a pris connaissance de toutes les directives à respecter pour un projet tel que celui-ci, les membres ont remarqué qu'il demeurerait impossible d'envisager l'implantation d'une crèche à l'intérieur d'une halle polyvalente.

Monsieur Daniel Hubleur ne pensait pas intervenir à ce stade de la discussion. Toutefois, il se permet de le faire car il s'étonne qu'il y ait des positions de non entrée en matière dans ce projet. Il s'agit d'un projet qui va dans l'idée de la majorité de la population qui veut développer ce village et qui veut tout faire pour créer de nouvelles zones. Nous n'avons déjà pas la chance d'avoir l'école secondaire aux Bois, si chaque fois que nous avons des projets d'infrastructures importantes pour le développement, nous essayons de le repousser en disant qu'il a mal été étudié ou qu'il aurait fallu le prévoir avec tel ou tel autre projet, nous ne ferons jamais rien dans ce village. Il faut savoir si nous voulons uniquement des contribuables pour qu'ils paient des impôts et ne rien leur offrir comme véritables infrastructures. Monsieur Hubleur prie les Conseillers de mettre un peu de hauteur dans ce débat. Il faut accepter le fait que si nous voulons un développement réel du village, nous devons également passer par l'acceptation d'infrastructures importantes du type du projet de ce soir. Quant à la notion des Breuleux, ce genre de guerre de clochers n'intéresse pas Monsieur Hubleur. Nous savons qu'aux Franches-Montagnes il y a encore une possibilité de faire une crèche. Si nous repoussons ce projet et attendons encore trois mois, il est évident qu'une autre Commune pourrait profiter, sans vouloir jalouser ses voisins, de présenter un projet prêt et ficelé. Monsieur Hubleur prie donc les Conseillers d'accepter ce projet avec enthousiasme.

Monsieur Marcel Barthoulot tient à préciser que, chaque fois que des projets conséquents sont mis sur pied, un membre de chaque parti intègre les Commissions. En l'occurrence, une représentante du PLR faisait partie de ce groupe de travail. A ce jour, il ne s'agit donc pas de dire que le parti libéral radical n'a pas eu connaissance de ce projet. Monsieur Barthoulot estime qu'il ne faut pas refuser l'entrée en matière. Il faut permettre aux personnes qui se sont dévouées pour réaliser une étude de s'exprimer jusqu'au bout. Ensuite, il s'agira d'accepter ou non ce projet.

Madame Isabelle Caroli souhaite savoir quelle est la personne qui représentait le parti libéral radical au sein de ce groupe de travail.

Monsieur Marcel Barthoulot précise qu'il s'agit en l'occurrence de Madame Isabelle Caroli.

Madame Isabelle Caroli dément cette affirmation.

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, rappelle que les Conseillers ne sont pas là pour procéder à des règlements de compte et signale et que le Président doit veiller à la bienséance des débats.

Madame Isabelle Caroli souhaite tout de même rappeler qu'elle ne fait pas partie de ce groupe crèche.

Monsieur Jean-Maurice Jobin signale que les Conseillers ne sont pas là pour écouter des querelles, mais pour voter une entrée en matière.

Madame Isabelle Caroli n'est pas d'accord.

Au vote, l'entrée en matière est acceptée par 16 voix, avec 4 avis contraires.

Madame Sabine Cattin signale qu'au terme de plus de deux ans de travail, de recherches et de réflexions, les membres du groupe mandatés par le Conseil communal proposent leur rapport. Ils en sont heureux et sont convaincus de présenter un outil de qualité, attractif et réellement défini comme un besoin pour notre population. Conformément à l'article 21, alinéa 2 du règlement du Conseil général, le rapport sera présenté par les personnes qui forment le groupe de travail. Tout d'abord, une partie historique sera présentée, suivie de l'argumentation, d'un descriptif du projet retenu, d'une présentation de la construction et d'une discussion concernant les coûts et le budget. Les personnes qui pourront intervenir sont Madame Marie-France Nussbaum Bilat, Messieurs Marcel Humair et Philippe Joliat, tous trois membres du groupe crèche et Monsieur Christophe Masini, architecte.

Monsieur Marcel Humair rappelle que chaque Conseiller général a reçu un dossier extrêmement étoffé étant donné les exigences cantonales en la matière. Dès lors, Monsieur Humair ne juge pas utile d'entrer dans les détails pour ajouter de la complexité au débat. Monsieur Humair rappelle qu'un groupe de cinq personnes (Mmes Sabine Cattin, Marie-France Nussbaum Bilat, Isabelle Caroli, MM. Philippe Joliat et Marcel Humair) a été créé voici deux ans et demi afin de travailler sur l'étude d'une structure d'accueil pour enfants dans le village des Bois. La première démarche consistait à déterminer le besoin. Un tous-ménages a été adressé aux habitants de la Commune. Il s'agissait d'un questionnaire visant à déterminer l'intérêt et la clause du besoin par rapport à cette structure. Les résultats ont été validant dans le sens où une quarantaine de questionnaires ont été retournés (environ 36%). Les questionnaires reçus étaient à raison de 70% pour la création d'une crèche. Une trentaine de demandes concernait une structure d'accueil « crèche » et une quinzaine une structure d'accueil pour la prise en charge des écoliers à la sortie de l'école. Suite à l'interprétation des résultats de cette étude, les membres du groupe crèche ont demandé à rencontrer les représentants du Service de l'action sociale de manière à confirmer la clause du besoin. Le Service précité a confirmé que, par rapport aux demandes de parents et listes d'attente, le besoin d'une crèche-garderie concernant une quinzaine de personnes existait. Le rapport du

Service de l'action sociale est extrêmement contraignant et comprend une cinquantaine de pages. En effet, en regard de la loi fédérale de 2002, de l'encadrement des structures pour la petite enfance, de l'ordonnance fédérale associée, ainsi que du mémento et des directives cantonales liés à l'ordonnance cantonale d'octobre 2002, cette création de crèche est intimement liée à sa reconnaissance d'utilité publique. Par exemple, il ne serait pas possible de placer cette crèche au deuxième étage d'une halle de gymnastique, cela ne correspond pas aux critères de sécurité qui stipulent que la crèche doit se situer à plein pied. Les membres du groupe crèche ont visité sept ou huit institutions. Le Conseil communal précédent avait donné pour mandat au groupe crèche d'éviter une nouvelle construction. Après la rencontre de cinq ou six personnes du village et une offre publique de demande pour l'implantation de cette structure dans un bâtiment existant, les membres du groupe ont dû se résoudre au constat qu'il n'était pas possible de créer cette crèche dans un bâtiment existant. Avec l'aval du Conseil communal, ils ont donc étudié la construction d'une nouvelle structure. Cette étude a été menée sur deux fronts avec la gracieuse et gratuite collaboration de deux entrepreneurs de la région qui ont accepté d'imaginer une construction de crèche-garderie. L'utilisation des 700 m² subsistants au Nord de la parcelle 951 a été retenue par la majorité des membres du groupe crèche, l'unanimité ne s'étant pas faite. Ce projet a donc été soumis au Conseil communal qui l'a accepté à la majorité. Voilà donc en termes de contraintes et d'historique pourquoi autant de temps s'est écoulé depuis la création du groupe crèche. Pour faire en sorte que ce projet ne coûte pas un franc à la Commune, le mémento et les directives exigent que le Canton puisse avoir un regard très précis sur la construction, sa nature, la structure d'accueil, le nombre de personnel, le budget de fonctionnement, le projet pédagogique et éducatif. Nous devons soumettre ces documents au Canton pour obtenir les subventions fédérales, cantonales et l'admission à la répartition des charges.

Monsieur Philippe Joliat rappelle que, dans le document remis aux Conseillers généraux, une page est consacrée à l'argumentation quant à la nécessité d'avoir une crèche aux Bois. Monsieur Joliat ne souhaite pas développer ces arguments, car il n'a pas l'impression que la résistance se fasse à ce niveau-là. Monsieur Joliat désire tout de même dire que le fait d'avoir une crèche est rentable, conformément aux études menées. En effet, les rentrées fiscales peuvent être augmentées. Cela permet aux familles monoparentales d'éviter de faire appel aux œuvres sociales et d'obtenir des revenus supplémentaires. Suite à l'importance qu'a pris ce problème au niveau suisse et européen, la Confédération a décidé, début 2000, de bloquer 200 millions de francs pour le développement et la création de crèches au cours des six années suivantes. Une volonté manifeste d'intervenir à ce niveau existe donc bel et bien. Le Canton du Jura a pris le même train en créant une ordonnance dans laquelle toutes les procédures sont déterminées pour le subventionnement des crèches et la prise en compte des frais dans la répartition des charges. La création d'une crèche augmenterait l'attractivité de notre village et simplifierait la vie d'une partie de la population.

Monsieur Marcel Humair rappelle que la structure est conçue pour accueillir quinze enfants, ce qui correspond aux besoins déterminés par l'étude. La répartition des différents âges des enfants est modulable. Sur les questionnaires reçus, il a été remarqué qu'une demande importante était d'avoir un placement pour socialisation. Cela signifie que certaines mamans, même si elles n'ont pas besoin d'avoir une crèche-garderie permanente, souhaiteraient pouvoir disposer de deux demi-journées pour permettre à leurs enfants de s'habituer à la vie de groupe. Un autre aspect important se situe au niveau des trois à cinq ans. Le fait d'avoir une crèche au village permet de placer les enfants à la crèche vers 7h30, qu'ils soient accompagnés à l'école par les responsables et qu'ils puissent manger à la crèche. Légalement, cela oblige la structure d'accueil d'avoir des

heures d'ouverture très larges, soit onze heures par jour (7h-18h), cela quarante-huit semaines par an. C'est pourquoi, pour une quinzaine d'enfants, il faut compter deux postes et demi de travail. Monsieur Christophe Masini, architecte, précise qu'il s'agit d'un bâtiment à plein pied avec une construction en ossature bois sur une base en béton et une toiture en charpente à deux pans. L'année dernière, Monsieur Masini a été sollicité par la Commune du Noirmont pour une réflexion concernant la construction d'une crèche. Monsieur Masini a eu l'occasion de visiter plusieurs crèches, notamment dans le Canton de Genève, pionner dans la construction de telles structures où la demande est importante. Le projet élaboré s'inspire de ces visites, à une échelle beaucoup plus modeste. Les dimensions extérieures du bâtiment sont d'environ 14 x 15 mètres avec un espace réservé au stationnement de véhicules. Monsieur Masini donne connaissance des plans du bâtiment.

Madame Sabine Cattin signale que les Conseillers généraux ont reçu les budgets de fonctionnement et d'investissement. Madame Cattin souhaite rappeler que Monsieur Masini a travaillé gratuitement sur ce projet qu'il a devisé à Fr. 560'000.00 pour le bâtiment uniquement. Madame Cattin signale que le groupe crèche, au niveau des dons, a pris contact avec la Loterie romande, la Patenschaft et d'autres organismes qui subventionnent des projets de ce type. Aucune décision n'a encore été prise, l'acceptation du projet devant tout d'abord être faite par le Conseil général. Toutefois, le Service de l'action sociale a garanti que la Loterie romande intervenait normalement à raison d'une demi part au niveau de l'équipement et sur l'investissement dans un pourcentage à définir. Concernant le budget de fonctionnement, pour les coûts financiers sur l'investissement, des intérêts moyens extrêmement hauts ont été calculés (4%). Ce montant pourra être revu à la baisse, ce qui dégonflera le montant des frais de loyer qui baissera d'environ Fr. 1'000.00 par mois. Au sujet des produits réguliers, figure un poste « versements parents », il s'agit du prix que paieront les parents en fonction de leurs revenus sur la base d'une échelle cantonale qui n'est pas encore faite. Le groupe crèche a donc calculé ce montant sur la base des prix facturés par la crèche de Saignelégier en estimant que les parents de nos deux villages avaient des revenus plus ou moins identiques. Au sujet du budget de fonctionnement, à condition de répondre aux critères émis par le Service de l'action sociale dans ses directives, l'excédent de charges est entièrement pris dans la répartition des charges. La crèche doit donc être reconnue d'utilité publique, une Commune ne pouvant pas assumer ces frais seule. Actuellement, il faut donc souligner le fait que la Commune des Bois paie pour les crèches des autres Communes. D'autre part, dans le libellé de l'ordre du jour, il est mentionné « sous condition de la reconnaissance d'utilité publique par le Gouvernement jurassien ». En effet, la décision politique doit être prise avant que le Canton ne se prononce.

Madame Isabelle Caroli souhaite apporter un éclaircissement. Effectivement, elle estime qu'une crèche est indispensable dans notre Commune. Toutefois, Madame Caroli souhaite souligner le fait qu'elle participait à ce groupe crèche uniquement en qualité de Conseillère communale. Elle possède un courrier datant du début de l'année 2005 et émanant de l'administration communale stipulant que, comme elle n'était plus Conseillère communale, Madame Caroli ne faisait plus partie du groupe.

Monsieur Sébastien Jeanbourquin désire savoir si le projet de Monsieur Masini a déjà été adopté ou s'il servira de cahier des charges pour un éventuel appel d'offres. Dans le premier cas, il souhaite savoir si ce mode d'adjudication des travaux d'architecte est en adéquation avec la réglementation cantonale et s'il n'y a aucun risque que les autorités cantonales rejettent notre dossier pour ce motif.

Madame Sabine Cattin signale que les membres du groupe crèche ont assuré leurs arrières, retenant la leçon du problème de la halle de gymnastique. Le groupe avait pris contact avec Monsieur Theurillat, architecte cantonal, qui assurait que cette pratique était correcte. Comme les procédures ont changé depuis le 1^{er} janvier 2005, Madame Cattin a repris contact avec le Canton et possède un courrier de Monsieur Marignello qui dit que, comme le montant des services n'est pas très important, la procédure de gré à gré peut être appliquée en ce qui concerne l'architecte. Par contre, il nous rend attentifs au fait que, pour les prestations de construction, notamment dans le gros œuvre, il faudra procéder sur invitation avec au moins trois offres comparables.

Monsieur Daniel Hubleur souhaite connaître les garanties que l'architecte peut donner quant aux chiffres calculés. Il désire savoir s'il n'y aura pas un dépassement final de 10, 15 ou 20%.

Monsieur Christophe Masini précise que, dans le cadre de cet avant-projet gratuit, il n'a pas pu aller dans le détail final. Les coûts sont estimés sur la base d'une autre construction. Il s'agit donc d'une projection par rapport à des surfaces et des devis (chauffage, sanitaire, électricité) plus ou moins semblables à des maisons familiales. A l'extrême, au niveau de la loi, le dépassement pour un avant-projet peut aller jusqu'à plus ou moins 25%. Evidemment, Monsieur Masini ne souhaite pas atteindre ce pourcentage. Toutefois, il est clair qu'il ne peut pas donner d'autres garanties. De plus, ce projet n'a pas été soumis au Canton et peut être sujet à modification, en fonction de directives qui n'auraient pas été prises en compte.

Monsieur Yann Chappatte souhaite savoir si les charges considérées comme loyer (amortissement et intérêts) seront prises en compte dans la répartition des charges cantonales. De plus, il souhaite savoir si, lorsque les subventions de la Confédération tomberont, d'ici quelques années, cet excédent de Fr. 75'000.00 sera également accepté dans la répartition des charges. D'autre part, en ce qui concerne le projet des Breuleux, Monsieur Chappatte tient à préciser qu'il était prévu de réaliser une crèche dans un immeuble locatif. Le Conseil communal a réalisé un cahier des charges qui n'a pas été accepté par le Canton en raison de problèmes architecturaux. Le projet est donc bloqué depuis trois mois et devrait se décanter prochainement.

Madame Sabine Cattin signale que, effectivement, les coûts financiers d'investissement qui sont considérés comme une location sont pris en charge intégralement dans la répartition des charges, à moins que la Commune propriétaire fasse cadeau de la location. Concernant les subventions de la Confédération, elles sont injectées durant les trois premières années suivant la reconnaissance d'utilité publique. En principe, si la reconnaissance d'utilité publique est faite au niveau cantonal, la décision fédérale suit et concerne le nombre de places disponibles dans la crèche. Cela représente Fr. 5'000.00 par enfant placé et Fr. 2'500.00 pour chaque place libre, le tout étant comptabilisé en fin d'année.

Monsieur Francis Sauser souhaite savoir si le coût de fonctionnement des crèches déjà construites et admises dans la répartition des charges est connu. Il désire également savoir si toutes ces crèches sont déjà construites et s'il manque uniquement une crèche au niveau des Franches-Montagnes. Lorsque Monsieur Joliat dit qu'une crèche est rentable, Monsieur Sauser remarque que cela représente tout de même un excédent de charges de Fr. 115'795.00. D'autre part, les calculs ont été fait sur la base d'une occupation de quinze enfants. Monsieur Sauser souhaite savoir si la différence serait toujours prise en charge par le Canton, si nous n'avions plus que dix enfants ou si la Commune devrait alors assumer ces frais.

Madame Sabine Cattin signale qu'elle n'a aucune idée du prix que coûtent les crèches du Canton du Jura. D'autre part, Madame Cattin signale que le nombre d'enfants placés peut être fluctuant. En effet, tous les enfants ne sont pas placés du matin au soir tous les jours de la semaine. Certains enfants peuvent être pris en charge quelques jours par semaine, d'autres quelques heures, cela en

fonction des besoins des parents. Les chiffres peuvent donc être extrêmement variables et n'ont pas de conséquences relatives à la répartition des charges. Concernant les Franches-Montagnes, il semble qu'il y aurait encore une place pour une crèche-garderie et une pour une unité d'accueil pour écoliers.

Monsieur Philippe Joliat signale que, s'il a dit qu'une crèche est rentable, c'est sur la base d'une étude romande sérieuse qui démontre qu'un franc investi dans une crèche rapporte trois francs. Monsieur Joliat précise que, ce qui coûte cher, c'est plutôt le manque de crèche. En effet, si une personne seule élevant des enfants peut travailler, elle a un revenu. Si elle n'a pas la possibilité de travailler, elle demandera à la Collectivité d'intervenir. D'autre part, si un couple a un seul revenu, ce dernier sera moins important que si les deux parents travaillent. Les impôts seront donc également supérieurs.

Monsieur Denis Mertenat prend la parole au nom du PCSI. Il précise que les membres du parti sont favorables à ce projet qui est un avantage pour la Commune et son attractivité. La création d'une crèche représente également près de trois postes de travail au village et est un soutien aux familles. Sur le plan financier, les dépenses seront limitées étant donné leur prise en compte dans la répartition des charges. Ce projet est tourné vers l'avenir et le PCSI le soutient sans réserve.

Monsieur Stéphane Monnet souhaite savoir ce que deviendrait ce bâtiment en cas de fermeture de la crèche, étant donné son architecture particulière. Il s'agit tout de même d'un investissement de Fr. 639'000.00 pour la Commune.

Madame Sabine Cattin estime qu'une famille pourrait tout à fait résider dans ce bâtiment qui pourrait facilement être aménagé en disposant les cloisons différemment.

Monsieur Marcel Humair rappelle que, si nous prenons Fr. 115'000.00 d'excédent de charges (coûts de personnel principalement), il faut bien comprendre que cette somme est répartie dans l'ensemble des Communes jurassiennes, en tenant compte de la clause du besoin, de l'autorisation d'ouverture d'une crèche par le Canton et de l'acceptation de ce montant dans la répartition des charges.

Monsieur Gabriel Bilat précise que la Commune des Bois est très bien placée du point de vue géographique. En effet, les parents résidant au Noirmont ou aux Breuleux et travaillant à La Chaux-de-Fonds peuvent facilement déposer leurs enfants chez nous en passant.

Madame Sabine Cattin signale que ces dernières années, la Commune des Bois a dû gérer un nouveau problème. En effet, suite à la nouvelle réglementation, les parents domiciliés dans le Canton du Jura qui placent leurs enfants dans des crèches neuchâteloises paient le plein tarif. Ce problème a donné lieu à des situations où les parents ne pouvaient plus supporter ces coûts. La Commune a dû trouver d'autres solutions, par exemple des familles d'accueil ou des mamans de jour. La demande est donc bien réelle.

Monsieur Jean-Pierre Bouille précise qu'il a vu dans le journal qu'au niveau des crèches, le Canton de Berne donnait un tour de vis. Ce phénomène n'est donc pas aussi simple qu'on le prétend. D'autre part, Monsieur Bouille rappelle qu'on parle d'un coût de placement par rapport aux salaires. Monsieur Bouille souhaite donc savoir si un prix minimum est fixé et si un maximum est également défini.

Madame Sabine Cattin signale que ces prix sont effectivement pratiqués par rapport au revenu. L'échelle cantonale n'étant pas encore établie, chaque crèche fixe son tarif qui doit être agréé par le Service de l'action sociale. Le prix minimum est d'environ Fr. 5.00 l'heure.

Monsieur Jean-Pierre Bouille demande si les parents devront présenter leurs certificats de salaires.

Monsieur Marcel Humair précise que ce sont les revenus imposables qui feront foi. Les chiffres mentionnés dans le rapport sont calculés sur la base des tarifs pratiqués dans le Canton. Il ne faut pas oublier que la création d'une crèche a également une vocation sociale et est soutenue par le Service de l'action sociale. Il s'agit de permettre l'accès à la crèche à des personnes moins favorisées au niveau financier et de compenser en augmentant la taxe payée par des parents ayant des revenus plus élevés.

Madame Isabelle Caroli souhaite savoir si les statuts seront adoptés tels quels ou s'ils le seront par le Conseil général.

Madame Sabine Cattin précise que les statuts figurent dans le dossier surtout pour que les Conseillers généraux remarquent qu'il s'agit d'une crèche communale et que la Commission deviendrait permanente. Ces statuts devront être remis au Service de l'action sociale lors de la demande.

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, signale que la mention « ainsi approuvé par le Conseil général... » figure à la fin des statuts. Toutefois, l'acceptation des statuts ne figure pas à l'ordre du jour de la séance de ce soir.

Madame Sabine Cattin précise qu'il s'agit uniquement d'une ébauche de statuts.

Monsieur Marcel Humair signale que les statuts sont soumis à l'acceptation du Service de l'action sociale. La gestion financière de l'institution relève de l'administration communale.

Monsieur Francis Sauser rappelle qu'il s'agit d'une crèche communale. Monsieur Sauser souhaite savoir si cela permet aux habitants d'autres Communes de placer leurs enfants aux Bois.

Madame Sabine Cattin précise que c'est une crèche communale, car elle est gérée par la Commune. Il ne s'agit pas d'une crèche privée. Il est bien entendu qu'elle n'est pas réservée aux habitants de la Commune des Bois.

Monsieur Francis Sauser souhaite savoir ce qui se passerait si le projet était refusé par le Canton.

Madame Sabine Cattin signale que, si le Canton refusait la reconnaissance d'utilité publique, le projet serait enterré. La Commune ne peut pas assumer une telle charge.

Monsieur Daniel Hubleur désire insister sur le fait que, si nous voulons avoir une chance au niveau cantonal de passer notre projet, il faudrait arriver à une acceptation du dossier par le Conseil général à l'unanimité. Monsieur Hubleur regretterait personnellement que l'on sente déjà une division et qu'au niveau cantonal, on puisse dire que la Commune des Bois n'est pas vraiment favorable à la création de cette crèche. Dans le contexte du développement du village, ce projet est important. Monsieur Hubleur conseille à chacun d'accepter la création de cette crèche.

Monsieur Robert Claude signale que la Commission financière est favorable à ce projet et recommande aux Conseillers généraux de l'accepter.

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, clôt le débat.

Au vote, le point 7 a) est accepté par 18 voix, sans avis contraire.

b) Donner au Conseil communal la compétence de convertir le crédit de construction en emprunt ferme

Aucune information complémentaire n'est donnée.

Au vote, le point 7 b) est accepté à une majorité évidente, sans avis contraire.

8. Discuter et approuver la modification des articles 50, 51 et 54 du règlement concernant les eaux usées de la Commune des Bois

Pour le débat d'entrée en matière, Monsieur Christophe Cerf rappelle que le règlement des eaux usées a été établi en 1997. Il s'avère aujourd'hui de changer trois articles pour le bon fonctionnement du règlement. C'est la raison pour laquelle Monsieur Cerf demande d'accepter l'entrée en matière.

La parole n'étant pas demandée, le débat d'entrée en matière est considéré comme accepté.

Monsieur Christophe Cerf signale que, comme les articles ont été traités dans les partis politiques, il ne les reprendra pas les uns après les autres. Aucun article ne change fondamentalement, sauf pour l'article 54 qui prévoit la pose d'un compteur pour les immeubles agricoles raccordés à la STEP, afin de différencier les eaux déversées à la STEP et celles consommées par le bétail.

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, propose de prendre chaque article séparément, avant de procéder à un vote global.

Article 50

Monsieur Robert Claude s'exprime au nom de la Commission financière. Il rappelle que les valeurs officielles ont été revues en 1997 dans tout le Canton du Jura. Pour les habitants des Bois, la contribution était de 12⁰/₀₀ des valeurs officielles et incendie cumulées. En 2003, les valeurs officielles ont légèrement baissé. La Commission financière propose de passer de 12⁰/₀₀ à 13⁰/₀₀. Cette différence compenserait la baisse des valeurs officielles.

Monsieur Christophe Cerf précise que, pour des questions d'équité, la Commission STEP propose de ne pas changer ce taux. En effet, la construction des stations d'épuration a été votée en 1994 et les habitants des hameaux ne sont pas responsables de la construction des stations d'épuration à ce jour.

Monsieur Jean-Pierre Bouille souhaite savoir ce que représente cette différence de 1⁰/₀₀.

Monsieur Claude Gagnebin signale que cela représente environ Fr. 10'000.00 pour chaque STEP.

Monsieur Daniel Hubleur demande aux Conseillers généraux de ne pas jouer aux apprentis sorciers avec des propositions de ce type. La Commune ne pouvait pas réaliser toutes les stations d'épuration en une seule fois. Changer les règles du jeu en cours de route n'est pas correct. Au niveau cantonal, nous sommes les premiers à dénoncer le changement de règles, pour les routes ou autres, lorsque les grands centres sont servis. Le Service des Communes qui est venu aux Bois n'a surtout pas approuvé la proposition de la Commission financière. Par conséquent, Monsieur Hubleur trouve déplacé d'augmenter ce pourcentage.

Monsieur Gabriel Bilat abonde également dans cette direction, dans le sens où un fonds commun existe pour ces taxes STEP. Les personnes qui ne pouvaient pas raccorder leur immeuble et qui ont fait des travaux devaient déjà participer à ce fonds qui a permis de réaliser la STEP des Bois sans emprunter. Monsieur Bilat estime donc que les 12⁰/₀₀ sont justifiés.

Monsieur Jean-Pierre Bouille demande que la proposition de la Commission financière de 13⁰/₀₀ puisse être opposée aux 12⁰/₀₀.

Au vote, 17 personnes sont pour le maintien des 12⁰/₀₀ et 1 est favorable aux 13⁰/₀₀.

Article 51

Aucun commentaire n'est fait concernant cet article.

Article 54

Monsieur Francis Sauser précise qu'on a modifié ces articles pour les STEP des hameaux. Le problème de la STEP du Cerneux-Godat figure à l'ordre du jour de la séance de ce soir. Monsieur Sauser rappelle qu'une source propriété de la Sous-section existe au Cerneux-Godat. Monsieur Sauser souhaite connaître les dispositions relatives à l'obligation d'utiliser l'eau du SEF.

Monsieur Daniel Kurz signale que le règlement concernant la consommation d'eau devra également être modifié et que tout logement qui sera raccordé à l'eau du SEF sera taxé. L'eau de source ne pourra être utilisée que pour le bétail, le lavage de machines et ne pourra pas être utilisée dans les ménages.

Monsieur Jean-Pierre Bouille souhaite savoir si cela redonnerait à la famille Scheidegger le droit d'épandre le purin.

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, répond affirmativement.

Monsieur Daniel Hubleur se voit dans l'obligation de réagir à ces propos. Aujourd'hui, au niveau mondial, le grand débat est l'eau. Il n'est pas judicieux d'obliger les gens à utiliser de l'eau pour encaisser de l'argent pour la STEP. Monsieur Hubleur estime qu'il faut trouver une autre solution pour encaisser ces taxes. Demain, les sources auront une valeur inestimable. On s'aperçoit aujourd'hui que cela ennuie certaines personnes qu'on puisse utiliser l'eau de la source du Cerneux-Godat. Monsieur Hubleur n'a pas du tout cet avis-là. Il aurait personnellement souhaité qu'on puisse mettre cette source dans l'utilisation de l'eau communale. Monsieur Hubleur souhaite que les problèmes ne soient pas mélangés. S'il existe un problème de fonctionnement par rapport à la STEP, Monsieur Hubleur désire que l'on trouve une autre solution d'encaissement, par exemple une taxe minimum à payer ou autre. Il ne faut pas se réjouir de l'abandon d'une source et Monsieur Hubleur déplore cette situation.

Monsieur Francis Sauser souhaite réagir. Il signale que chacun est bien conscient que l'eau est un bien précieux. Même si, actuellement, nous en avons en abondance, nous savons tous que cela ne durera pas. Le problème n'est pas là. Monsieur Sauser voulait seulement savoir si, dans cet article 54, on aurait dû adjoindre ce point, afin de ne pas devoir revenir dans une prochaine séance avec cette particularité. D'autre part, on va raccorder des maisons au Cerneux-Godat avec l'eau du SEF. Si les gens n'utilisent pas d'eau, le fonds d'entretien de ces conduites ne sera pas alimenté dans les mêmes proportions que pour les utilisateurs réguliers de l'eau du SEF. On pourrait très bien avoir des gens qui n'utilisent pas l'eau du SEF et qui paient uniquement la taxe sur 60 m3. Dans vingt ans, si une fuite d'eau apparaît, ces personnes n'auront pas contribué au fonds pour réparer leur conduite.

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin signale qu'aucune proposition ferme de modification n'a été faite concernant l'article 54.

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, clôt la discussion.

Au vote, le point 8 de l'ordre du jour est accepté à une majorité évidente.

9. a) Discuter et approuver un crédit de Fr. 627'000.00 destiné à la construction d'une STEP et d'un réseau de canalisations communales au « Cerneux-Godat » ainsi que son financement.
b) Donner au Conseil communal la compétence de convertir le crédit d'investissement en emprunt ferme

Monsieur Christophe Cerf rappelle qu'il a été prévu et décidé en 1994 de réaliser une STEP au Cerneux-Godat. Après avoir repoussé l'échéance au maximum, le Conseil communal recommande l'entrée en matière.

La parole n'étant pas demandée, l'entrée en matière est considérée comme acceptée.

a) Discuter et approuver un crédit de Fr. 627'000.00 destiné à la construction d'une STEP et d'un réseau de canalisations communales au « Cerneux-Godat » ainsi que son financement

Monsieur Christophe Cerf précise que, comme la STEP du village des Bois est terminée, le moment est venu de commencer la STEP du Cerneux-Godat. En effet, pour obtenir des subventions, les travaux doivent débuter avant le délai du 30 septembre 2005. C'est la raison pour laquelle le Conseil communal demande un crédit de Fr. 627'000.00 pour la construction d'une STEP collective.

Monsieur Jean Jobin, ingénieur, présente le projet étudié en collaboration avec la Commune et l'OEPN. Les bases de l'avant-projet sont : le PGEE établi en 1994, les relevés de terrain, les séances avec la Commission STEP, le Conseiller communal responsable et l'OEPN, les visites des lieux, les demandes d'offres indicatives à plusieurs fournisseurs de STEP, les normes et directives, les lois et ordonnances en vigueur. Différentes variantes ont été étudiées. La première variante était une STEP centrale et la deuxième variante une épuration individuelle. Les critères pour le choix de l'emplacement d'une STEP centrale sont multiples. Tout d'abord, un exutoire est nécessaire (doline, emposieu, ...). Ensuite, l'altimétrie doit être prise en considération. La STEP est mise, si possible, au point le plus bas du village, afin de pouvoir apporter toutes les eaux sans devoir les remonter par une station de pompage. L'éloignement a aussi une importance, notamment au niveau des accès, des viabilisations (électricité, eau potable). Les nuisances, selon le type de STEP, sont également à prendre en compte.

Concernant les collecteurs, les hypothèses et règles valables pour toutes les variantes sont :

- diamètre minimum des tuyaux de 200 mm
- profondeur minimale de pose 1.20 m
- système séparatif (étant donné qu'il ne sert à rien de traiter des eaux propres)

Concernant les différents types de STEP, il a été envisagé :

- un système de lit bactérien
- un système SBR, identique à celui de la STEP des Bois. Il s'agit d'un système séquentiel muni de deux bassins, ce qui permet de faciliter l'entretien de ces derniers
- un système de boues activées (apport d'oxygène dans les bassins, activant l'épuration)
- un système de station naturelle

La microfiltration peut également être envisagée. Toutefois, il s'agit d'un système qui n'a pas été étudié à fond, étant donné son prix relativement important pour les eaux usées. Cependant, ce système peut être utilisé pour rendre l'eau de source potable.

Le Conseil communal et la Commission STEP ont retenu la variante d'une STEP avec lit bactérien, la variante SNEP n'étant pas réalisable en fonction de l'avis du propriétaire du terrain. Monsieur Jobin conclut en donnant son avis concernant les avantages et les inconvénients des différents systèmes. Il donne également le détail de l'évaluation des prix.

Monsieur Jean-Pierre Bouille souhaite savoir si nous sommes tenus aux marchés publics.

Monsieur Jean Jobin signale que, chaque fois qu'un projet est subventionné, il faut passer par les marchés publics. Le montant a de l'importance concernant le genre de procédure. Le Canton accepte qu'on procède à des mises en soumission, selon la loi sur les marchés publics, sur invitation si le montant est inférieur à Fr. 150'000.00 pour les services et Fr. 1'000'000.00 pour les autres travaux. Si ces sommes sont dépassées, nous devons procéder par voie de publication. Même si l'on procède sur invitation, il faut un cahier des charges avec les critères d'adjudication.

Monsieur Francis Sauser remarque que les Conseillers généraux doivent se prononcer sur un projet de STEP. Toutefois, il a entendu parler d'une SNEP. Monsieur Sauser souhaite savoir si les Conseillers doivent choisir entre une STEP et une SNEP ou s'ils n'ont pas le choix.

Monsieur Jean Jobin précise que, sur la base de l'avant-projet réalisé, le Conseil communal a décidé de proposer la construction d'une STEP classique, comme mentionné dans le rapport. Cela après avoir pesé les avantages et désavantages des deux systèmes.

Madame Dominique Monvert Joliat souhaite savoir si nous aurions pu imaginer un système double ; c'est-à-dire une STEP fonctionnant de façon régulière pour les quelques habitants du Cerneux-Godat et un système qui concernerait les colonies, étant donné qu'elles sont occupées peu de temps durant l'année. En effet, pour un hameau de cette taille, nous construisons une STEP énorme correspondant à 150 équivalents habitants.

Monsieur Jean Jobin précise qu'il ne s'agit pas d'une grande STEP. En comparaison, la STEP des Bois correspond à 1'300 équivalents habitants.

Madame Dominique Monvert Joliat précise qu'il n'y a que 35 habitants au Cerneux-Godat.

Monsieur Jean Jobin signale que ces chiffres vont encore être discutés avec l'OEPN pour voir si nous pouvons les réduire au maximum, en tenant compte du fait que les colonies ne sont pas occupées à l'année. Une question subsiste encore, étant donné que la Colonie Wasserturm risque de changer d'affectation.

Monsieur Yann Chappatte souhaite savoir si tout le monde a l'obligation de raccorder son immeuble, notamment en ce qui concerne les fermes. Au sujet des délais, Monsieur Chappatte demande si le projet du Boéchet pourra bénéficier des subventions. Il estime également que la remarque de Madame Monvert Joliat relative au nombre d'habitants est tout à fait pertinente. On risque effectivement de rencontrer des problèmes de fonctionnement et il est important de faire des réflexions pour la réalisation, par exemple, d'un bassin d'accumulation qui pourrait bloquer temporairement ces déchets afin d'éviter d'avoir une STEP surdimensionnée posant problème.

Monsieur Jean Jobin précise que chaque propriétaire a l'obligation d'épurer ses eaux. En ce qui concerne les raccordements, chaque privé qui n'a pas d'installation doit évidemment raccorder son immeuble. Par contre, pour les fermes, il peut y avoir des exceptions. En effet, le fermier qui possède une fosse construite dans les règles et qui a une capacité suffisante pour le bétail et la partie habitation, peut obtenir de la part du Canton l'autorisation de mettre ses eaux ménagères dans la fosse à lisier. Par contre, celui qui n'a pas une fosse d'une capacité suffisante aura certainement avantage financièrement à sortir ses eaux ménagères, plutôt que d'agrandir sa fosse. Concernant la STEP du Boéchet, différents problèmes sont apparus lors de la séance d'information avec les propriétaires. Au sujet des subventions, Monsieur Jobin a pris contact avec les responsables qui ont affirmé que, si le crédit était voté mais que les travaux n'avaient pas encore débuté au 30 septembre prochain, la Commune bénéficierait des subventions. La Confédération et le Canton comprennent bien que nous ne pouvons pas commencer un chantier au mois de novembre. La décision ne doit toutefois pas intervenir après le délai précité. Concernant les équivalents habitants et le problème de surdimensionnement de la STEP, Monsieur Jobin précise que, pour les stations d'épuration classiques, le système de lit bactérien est très souple. Il est utilisé dans les stations touristiques dont le nombre d'habitants peut être dix fois plus important durant certaines périodes. Cela ne veut pas dire que nous devons construire une STEP surdimensionnée, pour des raisons de coûts évidemment. Nous essayerons donc d'arriver à une grandeur optimale afin que, si un jour tous les bâtiments étaient transformés, nous ne soyons pas devant le problème d'une STEP insuffisante. Monsieur Jobin précise que, dès le départ et après discussion avec le Conseil communal, il n'est prévu officiellement aucune réserve,

contrairement à la STEP des Bois où des réserves ont été calculées étant donné l'objectif habitant fixé. Pour le Cerneux-Godat, aucun objectif d'augmentation de population n'est fait.

Monsieur Jean-Pierre Bouille remarque que personne n'a l'air de s'opposer à la construction d'une STEP et souhaite que le débat soit accéléré.

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, signale que chacun a le droit de poser des questions et d'obtenir des réponses. Lorsque Monsieur Bouille en pose, personne ne s'y oppose.

Monsieur Jean-Pierre Bouille remarque qu'il est déjà 23h15 et que l'ordre du jour n'est pas encore épuisé.

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, signale que les Conseillers généraux ont été élus pour siéger et que, s'ils avaient peur de terminer à minuit, il ne fallait tout simplement pas être candidat.

Monsieur Daniel Hubleur souhaite apporter quelques remarques personnelles qui ne sont pas faites au nom des habitants du Cerneux-Godat. Monsieur Hubleur a entendu des personnes dire que ce sont les habitants des Bois qui vont payer une STEP à ceux du Cerneux-Godat. Monsieur Hubleur souhaite tout de même signaler que Le Cerneux-Godat n'a jamais rien exigé ou demandé. C'est à cause des colonies ou grâce à elles qu'une STEP doit être réalisée. Il en va de même pour Le Boéchet concernant les restaurants. Monsieur Hubleur trouve bizarre que le hameau des Prailats qui comprend davantage d'habitants à l'année que Le Cerneux-Godat ne doive pas construire une STEP. Toutefois, Monsieur Hubleur ne remet pas en cause le débat relatif à la construction d'une STEP. Par contre, il regrette que, dans ce dossier, la présentation d'une SNEP n'ait pas été faite et que les Conseillers généraux n'aient pas la possibilité de choisir cette solution. Pour sa part, Monsieur Hubleur est convaincu qu'une SNEP, à long terme, est plus intéressante pour un hameau comme Le Cerneux-Godat. En effet, la configuration du terrain et d'autres aspects font que la construction d'une SNEP serait une solution idéale. Monsieur Hubleur souhaite savoir s'il est encore possible, aujourd'hui, de prendre une décision de principe, de commencer toutes les canalisations et d'étudier encore la possibilité d'avoir une variante SNEP. Monsieur Hubleur désire savoir si les colonies et les résidences secondaires seront taxées différemment. En effet, dans le cadre du règlement, nous avons essayé de trouver des solutions de financement, Monsieur Hubleur estime donc qu'il pourrait y avoir là des sources de financement plus importantes. Monsieur Hubleur rappelle que les colonies et les résidents secondaires consommeront beaucoup moins d'eau et paieront, semble-t-il, la même taxe que les personnes qui s'acquittent de leurs impôts dans notre Commune. Monsieur Hubleur désire connaître les incidences que la suppression des colonies aurait sur ce projet et quelle charge supplémentaire la Commune devrait supporter. Personnellement, Monsieur Hubleur est convaincu que, pour les générations futures, l'épuration des eaux doit se faire partout et il n'a pas l'intention de s'opposer à ce projet.

Monsieur Christophe Cerf rappelle que la solution d'une SNEP a été étudiée. Le propriétaire du terrain a signalé, par écrit, au Conseil communal qu'il n'était pas du tout favorable à la création d'une SNEP. Toutefois, il accepterait la construction d'une STEP. En mai dernier, une rencontre avec lui a encore eu lieu et il se réserve toujours le droit de refuser. Si nous n'obtenons pas ce terrain, rien ne sert d'étudier la création d'une SNEP. L'expropriation risque d'être impossible étant donné qu'une autre solution est envisageable et il est préférable de trouver un terrain d'entente.

Monsieur Claude Gagnebin souhaite apporter des précisions concernant les taxes de raccordement que nous pouvons exiger de la part des propriétaires de résidences secondaires. En effet, notre règlement des eaux prévoit, par exemple, une taxe de raccordement de 2% pour les

résidents secondaires au lieu de 8⁰/₀₀ pour les autres propriétaires. Toutefois, Monsieur Sangsue du Service des Communes a affirmé que l'application de ce point du règlement était contraire au droit actuellement en vigueur. Si nous voulons taxer les résidences secondaires, nous devons le faire d'une manière différente. En effet, pour les taxes de raccordement d'un immeuble, nous ne pouvons pas percevoir un émolument différencié.

Monsieur Daniel Hubleur désire savoir si, dans la participation aux travaux, il n'y a pas moyen de taxer ces personnes davantage et d'avoir ainsi un encaissement supplémentaire.

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, signale que cette remarque sera prise en considération.

Monsieur Gabriel Bilat souhaite savoir si les résidents secondaires paient l'eau au même prix que les habitants à l'année.

Monsieur Claude Gagnebin précise que l'eau est au même prix pour ces deux catégories d'utilisateurs.

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin clôt le débat.

Au vote, le point 9 a) est accepté par 17 voix, sans avis contraire.

b) Donner au Conseil communal, la compétence de convertir le crédit d'investissement en emprunt ferme

Aucun complément n'est apporté au point 9 b).

Au vote, la compétence de convertir le crédit d'investissement en emprunt ferme est donnée au Conseil communal à une majorité évidente.

10. a) Discuter et approuver un crédit de Fr. 315'000.00 destiné à l'aménagement et à la réfection d'une conduite d'alimentation en eau potable pour le hameau du « Cerneux-Godat », sous réserve de l'acceptation du crédit relatif à l'aménagement d'une STEP au « Cerneux-Godat », ainsi que son financement

b) Donner au Conseil communal la compétence de convertir le crédit d'investissement en emprunt ferme

a) Discuter et approuver un crédit de Fr. 315'000.00 destiné à l'aménagement et à la réfection d'une conduite d'alimentation en eau potable pour le hameau du « Cerneux-Godat », sous réserve de l'acceptation du crédit relatif à l'aménagement d'une STEP au « Cerneux-Godat » ainsi que son financement

Monsieur Christophe Cerf signale que, comme il est prévu de raccorder la partie Ouest du hameau du Cerneux-Godat au réseau d'eau, le Conseil communal recommande d'accepter l'entrée en matière.

Aucun membre ne souhaitant s'exprimer, l'entrée en matière est considérée comme acceptée.

Monsieur Christophe Cerf rappelle que, comme le point 9 de l'ordre du jour vient d'être accepté, il semble judicieux de profiter des fouilles ouvertes pour les canalisations de la STEP pour la conduite d'eau potable, ceci afin de réduire les coûts au maximum. C'est pour cette raison que le Conseil communal demande un crédit de Fr. 315'000.00 pour la réalisation de ce projet.

Personne ne souhaitant prendre la parole, Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, clôt la discussion.

Au vote, le point 10 a) est accepté à une majorité évidente, sans avis contraire.

b) Donner au Conseil communal la compétence de convertir le crédit d'investissement en emprunt ferme

Aucun complément d'information n'est fait.

Au vote, le point 10 b) est accepté à une majorité évidente.

11. Discuter et approuver un crédit de Fr. 50'000.00 destiné à la réalisation de levés complémentaires sur cordes et l'établissement d'un projet de protection contre les chutes de pierres du hameau de Biaufond, ainsi que son financement

Madame Marianne Guillaume signale que, suite à la demande de permis de construire de M. et Mme Nakamura pour le restaurant de Biaufond, la Commune a dû entreprendre une révision partielle de son plan d'aménagement. Fin 2004, alors que tous les obstacles semblaient être levés, le Conseil communal a été informé que le site de Biaufond figurait dans le plan directeur cantonal sous la rubrique risque naturel. Dès lors, le permis ne pouvait pas être délivré. Le Conseil communal a alors mandaté la Société MFR géologie pour la réalisation d'une étude préliminaire. Il s'avère que le risque de détachement de blocs de pierres est bien présent et menace potentiellement le hameau. Une étude plus poussée pour évaluer l'ensemble des mesures à prendre est nécessaire. Un crédit de Fr. 50'000.00 est donc demandé pour la réalisation de levés complémentaires sur cordes. Le Conseil communal demande aux Conseillers généraux d'approuver l'entrée en matière du point 11 de l'ordre du jour.

Monsieur Sébastien Jeanbourquin propose de refuser l'entrée en matière, les éléments présentés étant insuffisants. En effet, il estime qu'il est impossible de prendre une décision positive ou négative. En 1999, lors de la réalisation du plan de zones, les géologues cantonaux ont signalé cette zone, mais n'ont pas demandé un quelconque aménagement. Il estime que les cycles géologiques sont particulièrement de courte durée du côté de Biaufond.

Au vote, l'entrée en matière est néanmoins acceptée par 10 voix, contre 6.

Madame Marianne Guillaume précise que le site de Biaufond est menacé par des chutes de pierres et laves torrentielles. Le rapport de MFR géologie est catégorique à ce sujet. Une première somme de Fr. 350'000.00 serait nécessaire pour la réalisation de mesures de protection du restaurant de Biaufond. Un filet de protection doit être prévu et une stabilisation des blocs rocheux faite. La Commune se voit dans l'obligation d'assurer la sécurité de tous les habitants du hameau, ainsi le coût total est estimé entre Fr. 600'000.00 et Fr. 750'000.00 pour la stabilisation du secteur. Ces travaux sont prévus en deux temps, afin de permettre à la famille Nakamura d'obtenir son permis de construire. Les subventions fédérales devraient se situer aux environs des 80 à 90%. Le Conseil communal recommande l'acceptation de ce crédit. Le prix de la première étude était de la compétence du Conseil communal et s'est élevée à environ Fr. 9'000.00. Il est vrai que ce projet est arrivé tardivement et a été mis à l'ordre du jour rapidement afin de permettre l'agrandissement du restaurant.

Monsieur Jean-Pierre Bouille souhaite savoir si la Commune a la certitude que la famille Nakamura veut continuer l'agrandissement de son restaurant. En effet, il semblerait qu'elle était prête à abandonner.

Madame Marianne Guillaume précise que Monsieur Nakamura a été convoqué avec l'Office des forêts. Monsieur Nakamura veut continuer, mais dans la mesure où les choses avancent rapidement. Il ne veut pas attendre indéfiniment.

Madame Isabelle Caroli tient à souligner le fait que des sommes immenses sont allouées pour le confort des citoyens. Elle estime qu'il est donc encore plus important d'accepter de dépenser de l'argent lorsqu'il s'agit de la sécurité des gens, la vie d'une seule personne étant essentielle.

Monsieur Gabriel Bilat a l'impression que le Canton nous promène depuis bien longtemps. La Commune des Bois a déjà fourni tous les efforts nécessaires pour aider la famille Nakamura à obtenir son permis. En dernière instance, ce dossier a encore été transmis depuis l'Office des forêts à une Commission qui n'est en vigueur que depuis le début de l'année. Monsieur Bilat a l'impression que le Canton a fait traîner les choses pour ne pas délivrer ce permis et pense que cela est intentionnel. Il souhaite savoir comment Monsieur Rufenacht a obtenu son permis sans rencontrer de problème. Monsieur Bilat désire également savoir comment les choses se passent du côté de Goumois ou Soubey. Il demande si les transformations ne sont plus autorisées au bord du Doubs. Les mille ans de la borne de l'Evêché de Bâle ont été fêtés et rien n'a bougé dans ce laps de temps. Monsieur Bilat propose qu'une contre-expertise soit faite.

Monsieur Jean-Pierre Bouille précise que, si un bureau est mandaté, il trouvera des cailloux qui menacent de tomber un peu partout. A partir du moment où il a un mandat et qu'un accident survient, c'est sa réputation et son bureau qui seront mis en cause. Si nous demandons une contre-expertise, le second bureau ne prendra pas le risque de démentir le premier. Désormais, la prise de risques se trouve du côté du Conseil communal. A partir de ce moment-là et du moment qu'une étude a été demandée, nous sommes dans l'obligation d'accepter de sécuriser le site de Biaufond. En effet, qui voudra bien prendre la responsabilité de ne pas effectuer ces travaux ? Les Conseillers généraux auront-ils le courage de dire qu'il faut arrêter de « sursécuriser » ? Chaque jour, des gens trouvent la mort sur nos routes et les voitures ne sont pas supprimées ! Le risque zéro n'existe pas. Monsieur Bouille souhaite savoir si le permis est soumis à cette condition.

Madame Marianne Guillaume répond affirmativement et que, maintenant que le risque a été démontré, nous serons responsables en cas d'accident.

Monsieur Daniel Hubleur signale qu'il soutient ce projet, d'une part pour l'obtention du permis de construire et, d'autre part, pour des aspects de sécurité. Il souhaite savoir si le subventionnement de 80 à 90% est garanti.

Madame Marianne Guillaume répond affirmativement.

Monsieur Marcel Barthoulot rappelle que, il y a quelques années, une coulée de terrain était survenue et la Commune avait dû intervenir dans les 24 heures, afin que la coulée ne continue pas. Monsieur Barthoulot estime donc que, si un accident survenait, la Commune serait responsable.

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, clôt la discussion.

Au vote, le point 11 de l'ordre du jour est accepté par 14 voix, sans avis contraire.

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, rappelle qu'une résolution a été déposée et qu'elle doit être développée par son auteur étant donné que 17 personnes l'ont signée.

Monsieur Sébastien Jeanbourquin signale que, lors de la présentation de la zone hameau à la population, il a constaté que la solution exposée ne satisfaisait personne. Le nouveau plan directeur cantonal sera étudié prochainement par le Parlement jurassien. Le moment lui semble donc opportun pour sensibiliser les Parlementaires à nos besoins. Il ne veut certainement pas que

des zones à bâtir soient créées dans nos hameaux, mais souhaite offrir une réelle possibilité d'aménagement en tenant compte des évolutions actuelles dans le monde rural. De plus, Monsieur Jeanbourquin espère, par cette résolution, démontrer le soutien du Conseil général au Conseil communal lors de ses démarches auprès de l'administration cantonale.

La résolution précitée est soumise au vote et acceptée à l'unanimité.

La séance est levée à 23.45 heures.

Au nom du Conseil général

Les Bois

Le Président: La Secrétaire :